

Zeitschrift: FemInfo / Verein Feministische Wissenschaft Schweiz = Association suisse femmes, féminisme, recherche

Herausgeber: Verein Feministische Wissenschaft Schweiz

Band: - (2011)

Heft: 23

Artikel: Premières impressions du Comité CEDAW = Erste Eindrücke des CEDAW-Komitees

Autor: Schulz, Patricia

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1098757>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

.....
PATRICIA SCHULZ
.....

Premières impressions du Comité CEDAW

Nouvelle membre du Comité CEDAW¹, élue en juin 2010 pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014, je me réjouisais de découvrir le fonctionnement du Comité et de voir comment mon expérience nationale me servirait dans ma fonction d'experte.

Directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) pendant 16 ans, à Berne, j'ai été confrontée à divers titres à la Convention et au Comité CEDAW. J'ai participé au processus de ratification de la Convention par la Suisse, j'ai dirigé l'élaboration du Rapport initial et la délégation qui l'a présenté au Comité en 2003. J'ai coordonné ensuite la mise en œuvre des Observations de 2003 et de 2009, dans l'administration fédérale, et mesuré la complexité de la tâche. La collaboration entre le BFEG et les organisations non gouvernementales (ONG) a été continue et importante.

Ma première participation au CEDAW a eu lieu durant sa 48^e session, du 17 janvier au 4 février 2011. Le Comité a examiné les rapports de sept Etats, examiné les résultats de 4 procédures de suivi, remanié un projet de Recommandation générale, et décidé d'en lancer de nouvelles.

La fonction principale du Comité est de suivre la manière dont les Etats parties respectent leurs engagements, grâce à l'examen des rapports initiaux et périodiques des Etats; suite au dialogue avec la délégation de l'Etat, le Comité établit des Observations finales. D'après mon expérience nationale, ces Observations doivent être très ciblées, sinon elles sont inutiles et/ou font perdre leur crédibilité au processus de reporting. Elles doivent aussi être réalistes: éliminer les discriminations envers les femmes ne se fait pas de la même manière dans tous les Etats et des priorités sont indispensables. La nouvelle procédure de suivi développée par le Comité me paraît très utile: pour les questions les plus brûlantes, il demande aux Etats de lui faire rapport après un ou deux ans.

J'ai admiré la volonté du Comité de guider l'interprétation de la Convention par le biais des Recommandations générales mais elle entraîne une surcharge de travail massive. Ceci rend difficile l'utilisation des autres moyens d'action dont il dispose, dont la procédure d'enquête. Jusqu'à présent, le CEDAW a fait une seule enquête. C'est dommage, mais c'est normal, compte tenu des ressources du Comité.

En effet, déjà pour leur tâche principale, les expert·e·s, qui sont bénévoles, sont confronté·e·s à une lourde charge de travail. La documentation à lire cette fois représentait 3000 pages². Le rythme de travail est très intense; préparation des dialogues, y compris les contacts formels et informels avec les ONG, actives et bien organisées, rencontres avec les représentant·e·s de diverses institutions dans et hors du système de l'ONU, traitement des suivis.

Les discussions internes au Comité, afin de trouver un consensus, constituent un processus fascinant, vu la diversité des expériences et des formations de chaque membre du Comité. En principe, les membres travaillent comme expert·e indépendant·e, et sans référence à des groupes régionaux, mais certaines questions entraînent des polarisations où l'appartenance régionale semble déterminante.

Le Secrétariat joue un rôle essentiel; sans l'engagement remarquable de son personnel (un Secrétaire et une Assistante administrative, avec le soutien de plusieurs de leurs collègues du Haut Commissariat aux droits de l'homme), le Comité ne pourrait tout simplement pas remplir son mandat.

Je terminerai finalement sur trois ressemblances entre niveaux national et international: le manque de ressources pour le travail en matière d'égalité, l'engagement des personnes qui s'y consacrent et l'importance des ONG. Les contacts avec elles sont impressionnants. Ce sont essentiellement des ONG nationales qui

assurent les briefings du Comité, tous les jours, pendant les 2 premières semaines, sur la situation dans le pays qui sera examiné le lendemain. C'est parfois bouleversant. Ces femmes, et aussi quelques hommes, ont beaucoup de courage. Certain·e·s risquent, à leur retour dans leur pays, des tracasseries, l'arrestation ou pire parfois, mais prennent ce risque. Une ONG internationale IWRAW Asia Pacific soutient les ONG nationales et les aide, pour l'élaboration du shadow report et pour leurs interventions devant le Comité et dans les briefings informels. J'ai admiré leur professionnalisme et leur efficacité. Les ONG sont, décidément, le sel de la terre...

Notes

- 1 *Le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est composé de 23 spécialistes, élus pour 4 ans par les 186 Etats parties à la Convention du même nom. Chaque région est représentée. La Suisse siège pour la première fois dans ce comité. Conformément à sa pratique, elle ne propose jamais la candidature d'expert·e·s appartenant à l'administration fédérale. J'ai quitté ma fonction le 31.12.2010.*
- 2 *Rapports des Etats et des agences de l'ONU, notes du Secrétariat par pays, liste des questions, Observations précédentes du CEDAW et des autres Comités, résultats de l'Examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'homme, et enfin rapports des ONG, sans compter les autres sources d'information possibles.*

.....
PATRICIA SCHULZ
.....

Erste Eindrücke des CEDAW-Komitees

Als neues Mitglied des CEDAW-Ausschusses, gewählt im Juni 2010 für die Periode vom 1. Januar 2011 bis 31. Dezember 2014, freute ich mich darauf, zu entdecken, wie der Ausschuss funktioniert und wie ich meine nationalen Erfahrungen in meine Expertinnenarbeit einbringen kann.

In meiner 16-jährigen Funktion der Direktorin des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann (EBG) in Bern wurde ich mehrmals mit der Konvention und dem CEDAW-Ausschuss konfrontiert. Ich nahm am Ratifizierungsprozess der Konvention durch die Schweiz teil, habe die Ausarbeitung des ersten Berichts geleitet wie auch die Delegation, die den Bericht dem Ausschuss 2003 präsentiert hat. In der Folge habe ich die Umsetzung der Empfehlungen von 2003 und 2009 innerhalb der Bundesverwaltung koordiniert und eine Einschätzung dieser komplexen Aufgabe vorgenommen. Auch die fortwährende Zusammenarbeit des EBG mit den Nichtregierungsorganisationen (NGOs) war wichtig.

Das erste Mal nahm ich während der 48. Session vom 17. Januar bis 4. Februar 2011 im CEDAW-Ausschuss teil. Der Ausschuss hat die Berichte von sieben Staaten geprüft, die Ergebnisse von

vier Follow-ups untersucht, ein Projekt mit generellen Empfehlungen überarbeitet und entschieden, ein neues zu lancieren. Die Hauptfunktion des Ausschusses besteht darin, anhand der Erstberichte und den periodisch erstellten Folgeberichten der Vertragsstaaten zu erkennen, ob und wie diese ihren Verpflichtungen nachkommen; nach dem Gespräch mit der Staatsdelegation diskutiert der Ausschuss über mögliche Empfehlungen. Gemäss meiner Erfahrungen mit der Schweiz müssen diese Empfehlungen sehr gezielt formuliert werden, ansonsten sind sie nutzlos und/oder verlieren ihre Glaubwürdigkeit im Verlauf des Reportingprozesses. Sie müssen ebenfalls realistisch sein: Die Diskriminierung gegen Frauen eliminieren kann nicht in allen Staaten auf die gleiche Weise angegangen werden und das Setzen von Prioritäten ist unerlässlich. Der neue Folgeprozess, den der Ausschuss entwickelt hat, empfinde ich als sehr nützlich: Für die dringlichsten Fragen kann der Ausschuss bereits nach ein oder zwei Jahren eine Berichterstattung verlangen.

Ich habe den Willen des CEDAW-Ausschusses bewundert, die Auslegung der Konvention mittels der generellen Empfehlungen zu steuern. Dies bringt aber eine massive Zusatzarbeit mit sich. Es erschwert dem Ausschuss auch, andere Mittel anzuwenden, über die er verfügt, wie bspw. die Befragung. Bislang hat der Ausschuss erst eine Befragung durchgeführt. Dies ist zwar schade, aber nachvollziehbar angesichts der Ressourcenlage des Ausschusses.

Tatsächlich sind die ehrenamtlich arbeitenden Expertinnen und Experten bereits für die Ausübung ihrer Hauptaufgabe mit einer hohen Arbeitsbelastung konfrontiert. Die schriftliche Dokumen-

tation umfasste diesmal 3000 Seiten². Der Arbeitsrhythmus ist sehr intensiv: Gespräche vorbereiten, inbegriffen die formellen und informellen Kontakte mit den aktiven und gut vorbereiteten NGOs, die Treffen mit den Vertretenden verschiedener Institutionen in und um die Vereinten Nationen, Behandlung der Follow-ups.

Die Diskussionen zur Konsensfindung innerhalb des Ausschusses sind ein faszinierender Prozess, gerade, wenn man die Diversität der Erfahrungen und Ausbildungshintergründe der einzelnen Mitglieder betrachtet. Im Prinzip arbeiten die Mitglieder als unabhängige ExpertInnen, ohne Bezug auf eine regionale Gruppierung. Aber bestimmte Fragestellungen bringen auch Polarisierungen mit sich, bei welchen die Zugehörigkeit zu einer Region entscheidend zu sein scheint.

Das Sekretariat spielt eine wichtige Rolle: Ohne das bemerkenswerte Engagement der Generalsekretärin und der administrativen Assistentin (unterstützt von mehreren Kolleginnen und Kollegen im „Office of the High Commissioner for Human Rights“), könnte der Ausschuss seinem Mandat nicht nachkommen.

Ich beende meine Ausführungen mit der Darstellung von drei Ähnlichkeiten, die zwischen der nationalen und der internationalen Ebene bestehen: dem Ressourcenmangel für die Gleichstellungsarbeit, dem Engagement der Menschen, die sich dieser Arbeit widmen und der Wichtigkeit der NGOs. Die Kontakte mit ihnen sind eindrücklich. Es sind im Wesentlichen die nationalen NGOs, welche die Briefings des Ausschusses über die Situation in ihrem Land sicher stellen. Während der zwei ersten Wochen

präsentierten täglich diejenigen NGOs ihre Anliegen, deren Land am nachfolgenden Tag in der Session geprüft wurde. Das ist manchmal erschütternd. Diese Frauen und auch einige Männer beweisen viel Mut. Einige riskieren bei ihrer Rückkehr Verfolgung, Verhaftung oder manchmal gar Schlimmeres, aber sie nehmen diese Risiken auf sich. Eine internationale NGO, die IRAW ASIA Pacific, unterstützt die nationalen NGOs und deren Vertretenden und hilft ihnen, die Schattenberichte zu verfassen, bei der Intervention vor dem Ausschuss sowie bei den informellen Briefings. Ich habe ihre Professionalität und ihre Effizienz sehr bewundert. Die NGOs sind, zweifellos, das Salz dieser Erde.

Anmerkungen

- 1 Der Ausschuss für die Beseitigung der Diskriminierung der Frau (CEDAW) besteht aus 23 Spezialistinnen und Spezialisten, gewählt für 4 Jahre durch die 186 Vertragsstaaten der CEDAW-Konvention. Jede Region ist vertreten. Die Schweiz hat erstmals einen Sitz in diesem Ausschuss inne. Entsprechend ihrer Praxis, schlägt sie nie ExpertInnenkandidaturen vor, die der Bundesverwaltung angehören. Ich habe meine Stelle per 31. 12. 2010 verlassen.
- 2 Berichte der Staaten und der UNO-Büros, Anmerkungen des Sekretariats zu jedem Land, Frageliste, frühere CEDAW-Empfehlungen sowie Empfehlungen anderer Ausschüsse, Ergebnisse der regelmässigen universellen Überprüfung vor dem Menschenrechtsrat, und schliesslich die Berichte der NGOs, ohne weitere mögliche Informationsquellen einzubeziehen.